NATIONALISME ET CONTINENTALISME : LE DÉFI TRUMP EST ANCRÉ DANS L'OS CANADIEN

EDWARD GREENSPON

Edward Greenspon est un journaliste canadien, auteur, dirigeant d'un groupe de réflexion et commentateur public, dont le travail touche aux affaires publiques et politiques, au monde des affaires et de l'économie, ainsi qu'aux relations internationales. Il est coprésident du Centre pour l'avenir du Canada (CAC) de Deloitte, un forum de leaders avisés qui contribue à l'exploration des idées portant sur les enjeux les plus importants touchant la vie des Canadiens et l'avenir du pays. Ancien rédacteur en chef du *Globe and Mail*, il a été président et directeur général du Forum des politiques publiques de 2016 à 2025, où il a rédigé ou supervisé des rapports d'orientation de politiques publiques sur la transition énergétique, les relations canado-américaines, l'avenir des médias d'information, la désinformation et la polarisation, la sécurité sanitaire et bien d'autres sujets.

Depuis la Confédération, les relations entre le Canada et les États-Unis ont fait l'objet de débats passionnés au cours de presque toutes les décennies. Il s'agit d'un élément essentiel de notre conversation nationale.

Notre unité nationale émergea au lendemain de la guerre civile américaine, des raids féniens en provenance des États-Unis et de l'abrogation en 1866 d'un traité de réciprocité de 12 ans, qui avait jusque-là favorisé une forte croissance économique au nord du 49e parallèle.

Au moins une demi-douzaine de nos élections — celles de 1891, 1911, 1930, 1962-63, 1988 et, désormais, celle de 2025 — ont été façonnées, d'une manière ou d'une autre, par notre relation avec notre seul voisin terrestre et jadis aussi avec la Grande-Bretagne. Les politiques commerciales en ont souvent été le point de départ, mais les enjeux de défense ont, eux aussi, fréquemment occupé le devant de la scène.

Pendant de longues périodes, la scène politique canadienne a été dominée tour à tour par les nationalistes et les continentalistes, leurs débats prenant souvent la forme de choix existentiels opposant la souveraineté à la prospérité. (Les internationalistes, eux, suscitent rarement les mêmes élans émotionnels, peut-être parce que tous les Canadiens sont internationalistes d'une manière ou d'une autre.)

Donald Trump vient accentuer ce tableau familier par une dose supplémentaire de menace et de

chaos. Il a transformé le Canada de 2025 en un pays à la fois indigné et inquiet, mais, du moins pour le moment, c'est un pays plus uni. Le profond sentiment de trahison suscité par ses droits de douane et ses provocations du type « 51e État » a ravivé le nationalisme et relégué les continentalistes à l'arrière-plan.

La question est désormais de savoir combien de temps cette colère nationaliste persistera, jusqu'où elle ira et si elle risque davantage de refermer nos horizons… ou d'en ouvrir de nouveaux. L'histoire montre que lorsque le nationalisme canadien prend de l'élan, ses effets peuvent se faire sentir pendant une décennie ou plus. Canaliser cette énergie sera l'un des grands défis de nos dirigeants.

Le nationalisme peut, bien entendu, être une force pour le bien comme pour le mal. Du côté positif, il favorise l'identité nationale et la solidarité. Du côté négatif, il a, historiquement, tendance à se muer en protectionnisme et en populisme, voire pire : en jingoïsme, en nativisme ou en irrédentisme.

Les manifestations périodiques de nationalisme au Canada ont, à l'image du pays lui-même, généralement pris des formes modérées. Elles n'en ont pas moins exercé une influence considérable sur notre vie politique.

Dans les années qui ont suivi l'abrogation, en 1866, du traité de réciprocité de 1854 par le Congrès américain, le premier ministre du Canada fut parmi ceux qui plaidèrent activement auprès de Washington en faveur de son rétablissement. Cette tentative échoua et John A. Macdonald se tourna alors — comme on dirait aujourd'hui — vers une politique résolument nationaliste et protectionniste, devenue emblématique de son nom. Toutefois, cette « politique nationale » ne fut pas un succès total. Comme ces dernières années, la fin des années 1800 fut marquée par un écart économique croissant entre le Canada et la puissance montante des États-Unis.

Il fallut attendre 1891 pour que l'affrontement décisif ait lieu entre le nationaliste désormais affirmé et son adversaire libéral, Wilfrid Laurier, ardent défenseur du libre-échange. Le premier ministre vieillissant mena campagne en tant que « vieil homme » défendant la « vieille politique ». Et pour renforcer son message anti-continentaliste, il brandit aussi le « vieux drapeau » — l'Union Jack.

Macdonald l'emporta au terme d'une lutte acharnée, envoyant un message durable aux chefs de tous les partis : le nationalisme pèse plus lourd politiquement que le continentalisme. Lorsque Laurier accéda finalement au pouvoir en 1896, il avait tempéré son orientation continentaliste, du moins pour une certaine période, au profit d'un nationalisme centré sur l'édification de la nation.

Réconcilier les courants nationaliste et continentaliste du Canada, sans basculer trop loin dans un sens ou dans l'autre, est une dynamique qui se répète à chaque génération. À partir de 1935, Mackenzie King mena discrètement, mais efficacement, des politiques d'inspiration continentaliste. Mais lorsque son gouvernement envisagea un accord de libre-échange dans les années 1940, le souvenir encore vif des échecs passés refit surface. Comme pour la conscription, ce serait le libre-échange si nécessaire, mais pas nécessairement le libre-échange.

L'acte décisif fut finalement posé par Brian

Mulroney, près de cent ans après l'élection de 1891. Les commentateurs demeurent partagés quant aux leçons à tirer de l'élection de 1988 sur la question du libre-échange : d'un côté, Mulroney obtint une majorité parlementaire et fit adopter son approche continentaliste ; de l'autre, il ne recueillit que 43 % des suffrages, profitant de la division des voix opposées au libre-échange entre libéraux et néo-démocrates.

Ce qui est peut-être le plus révélateur, c'est que le premier ministre le plus résolument continentaliste de notre histoire voyait dans le libre-échange un projet d'édification nationale fondé sur l'ouverture. L'objectif n'était pas seulement de vendre davantage aux États-Unis, mais aussi d'administrer une thérapie de choc à une économie canadienne moribonde, afin de la contraindre à devenir — comme l'a bien démontré l'industrie vinicole — compétitive à l'échelle mondiale.

Le débat entre nationalisme et continentalisme est presque toujours nuancé, car les dirigeants canadiens savent qu'ils doivent tenir compte à la fois de l'humeur politique du moment et de la performance économique à long terme. Les électeurs, eux, tiennent autant à leur souveraineté qu'à leur prospérité. Notre attitude évoque cette formule célèbre sur les souverainistes qui aspirent à un Québec indépendant, mais au sein d'un Canada fort et uni.

Lorsque le nationalisme canadien est en pleine forme — comme c'est le cas aujourd'hui — il tend à s'inscrire dans la durée. Au tournant du XX^{e} siècle, les administrations américaines successives adoptaient envers le Canada des attitudes comparables à celles d'aujourd'hui, marquées par des tarifs hostiles et des ambitions territoriales affirmées. L'attitude combative de Theodore Roosevelt dans le règlement du différend frontalier de l'Alaska, en 1903, amena un historien à écrire que « la cruauté de ses actions a laissé un héritage d'amertume chez les Canadiens ».

Cette amertume a laissé un arrière-goût persistant qui contribua à l'échec de la seconde tentative de libre-échange lancée par Laurier lors de l'élection de 1911. Même dix ans plus tard, les Canadiens n'étaient toujours pas prêts à passer l'éponge.

Un effet similaire se fit sentir en 1971, lorsque le nationalisme canadien fut ravivé par Richard Nixon après l'imposition soudaine de tarifs — pudiquement appelés « taxes à l'importation ». Alors que les États-Unis étaient embourbés dans la guerre du Vietnam et secoués par une série d'assassinats politiques, l'opinion publique canadienne baignait déjà dans un climat fortement antiaméricain.

Pierre Trudeau, bien que farouchement opposé à tout type de nationalisme, allait pourtant, à l'instar de Macdonald avant lui, en reconnaître rapidement l'efficacité politique. Même si les tarifs imposés par Nixon ne durèrent que quatre mois, ils déclenchèrent une décennie d'initiatives marquantes : création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, fondation de Petro-Canada, mise en place de règlements régissant le contenu canadien et, enfin, le controversé Programme énergétique national. Fidèle toutefois à la tradition du compromis, Trudeau ne renonça pas entièrement au continentalisme. Le Pacte de l'automobile servit de modèle à des négociations discrètes menées en 1982 avec les États-Unis, en vue d'établir quatre accords sectoriels similaires.

La réponse la plus célèbre au « choc Nixon » demeure

sans doute le document d'orientation publié en 1972 par le gouvernement Trudeau, intitulé *Troisième option* — l'un des textes les plus connus de l'histoire canadienne à n'avoir jamais été pleinement mis en œuvre, mais devenu un cri de ralliement durable, encore cité deux générations plus tard. Il est surtout retenu pour son appel à réduire la dépendance commerciale envers les États-Unis en diversifiant les exportations vers l'Europe et le Japon.

Mais ce souvenir est souvent inexact. *La Troisième option* ne proposait pas une seule voie. La première option consistait à maintenir le statu quo avec les États-Unis ; la deuxième, à approfondir l'intégration. Quant à la troisième — qui avait la faveur du gouvernement — elle ne se limitait pas à la diversification commerciale. Elle proposait aussi une stratégie industrielle ambitieuse visant à renforcer la capacité de l'économie canadienne, afin de rendre ses biens et services plus compétitifs à l'échelle mondiale.

Ce qui nous amène au contexte actuel. Le nouveau gouvernement libéral, dirigé par Mark Carney, devra, en collaboration avec les provinces, les entreprises, les syndicats et d'autres partenaires, canaliser la vague nationaliste actuelle vers des actions concertées d'édification nationale. L'histoire nous offre de nombreuses sources d'inspiration : l'électrification rurale, la création quasi instantanée d'industries de défense en temps de guerre, ou encore le trio emblématique de la reconstruction d'après-guerre — le pipeline Transcanadien, l'autoroute Transcanadienne et la voie maritime du Saint-Laurent — accompagnés d'un vaste chantier de développement : nouvelles mines, barrages, campus, banlieues et bien plus encore. Nous ne nous sommes pas plaints : nous avons bâti, en grand.

Aujourd'hui, un nouvel élan de construction s'impose. Donald Trump nous a rappelé qu'il est insensé de placer 77 œufs sur 100 dans le même panier d'exportation et que les personnes les plus fiables sur qui compter sont, au fond, nous-mêmes. Trois leviers s'offrent à nous pour faire croître notre économie : d'abord, à l'échelle nationale, en réduisant les barrières commerciales internes et en développant — tout autant qu'en attirant — les talents ; ensuite, sur la scène internationale, en diversifiant nos exportations, tant en matière de marchés que de produits ; enfin, à l'échelle continentale, en maintenant un accès aussi large que possible au marché américain, à la fois proche et dynamique.

Pour réussir, le Canada devra suivre une stratégie à deux volets. Le premier consiste, à moyen et long terme, à réduire notre dépendance à l'égard des marchés américains. Le second nous oblige, à court et moyen terme, à protéger les travailleurs et les entreprises canadiennes en préservant autant d'accès que possible au marché américain.

C'est là que réside toute la complexité de l'équation. La propension de notre voisin à adopter des mesures arbitraires doit être conciliée avec une réalité incontournable : notre position géographique, au sommet de l'Amérique du Nord. Nous devons préserver avec détermination notre accès aux marchés continentaux, tout en cherchant à en ouvrir de nouveaux. Ces derniers, bien qu'ils présentent un attrait politique indéniable, s'avèrent souvent moins avantageux sur le plan économique.

Quoi qu'il en soit, la consolidation du Canada exigera des investissements massifs, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger — un domaine dans lequel le Canada s'est montré peu performant ces dernières

années. Un nouveau plaidoyer en faveur du capital s'impose.

Au début de la présidence de Trump 2.0, nos responsables politiques ont accordé une attention démesurée aux appels à une riposte strictement symétrique — dollar pour dollar — et aux menaces brandies autour de leviers tels que l'électricité, le pétrole, la potasse ou les minéraux critiques. Dans les médias, la question centrale de l'élection fédérale d'avril 2025 a été présentée ainsi : qui saura le mieux affronter Trump — et non pas qui saura composer avec lui, le gérer, s'entendre avec lui, ou même prendre le dessus. À ce moment-là, se battre semblait aussi crucial que de gagner.

Il est désormais temps de faire preuve de stratégie et d'habileté politique. Le pays en sortira gagnant dans la mesure où les élans nationalistes actuels contribueront à renforcer sa résilience face aux turbulences à venir. Mais si ces sentiments nationalistes viennent à empêcher les dirigeants politiques de faire les compromis nécessaires, la déception sera inévitable. À l'instar des précédents dirigeants canadiens, le nouveau gouvernement libéral devra concilier l'humeur nationalistes en mettant l'édification de la nation au centre de notre réponse tarifaire. En somme, il s'agit de promouvoir les équivalents contemporains des grandes réalisations d'antan — voies maritimes, autoroutes, pipelines, réseau d'alerte avancé (DEW), l'intelligence artificielle (IA) et la propriété intellectuelle (PI). L'objectif est de faire en sorte que ce sursaut salutaire de fierté et de patriotisme ne devienne pas un frein, comme ce fut le cas pour les investissements étrangers dans les années 1970, mais un véritable levier de progrès.

Si nous étudions notre passé, c'est pour mieux décider dans le présent. Heureusement, nous avons 16 décennies d'expérience sur lesquelles nous pouvous nous appuyer.